



### Décision n° 2018-275

autorisant une activité de prises de vues  
dans un cadre professionnel ou à des fins commerciales  
et refusant des survols d'aéronef motorisé à moins de 1000 mètres du sol  
dans le cœur du Parc national

Le directeur de l'Établissement public du Parc national,

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4-1, L.331-26, R.331-65 et R.331-68,

VU le décret n°2009-486 du 29 avril 2009, notamment ses articles 3, 15 et 16,

VU le décret n°2012-1541 du 28 décembre 2012 approuvant la charte du parc national et les modalités 29 et 34 d'application de la réglementation dans le cœur,

VU la demande présentée le 06 juillet 2018 par Monsieur LEMAIRE Bastien,

Considérant que la demande de prises de vues et de sons consiste à suivre la procession destinée à remplacer la statue en bois de la « Madone » installée au sommet du Gélas au cours de l'année 2000 et foudroyée au cours du mois de juin 2018,

Considérant que la demande est à ce titre susceptible de correspondre à un des cas d'autorisation possibles définis par la modalité 34 d'application de la réglementation dans le cœur, à savoir « 1° *réalisation de films, reportages ou documents didactiques ou pédagogiques* » liés au territoire du Mercantour et « 5° *information ou retransmission d'activités (...) autorisées* »,

Considérant néanmoins que la demande comporte le survol d'un drone – aéronef télépiloté sans personne à bord – et que l'utilisation de ce type d'appareil génère un dérangement de la faune sauvage, attesté notamment pour les grands ongulés et les rapaces, en même temps qu'il implique une nuisance sonore pour les usagers et visiteurs des lieux,

Considérant que le Bouquetin des Alpes et le Lagopède alpin sont présents sur les reliefs du Gélas, et qu'il convient de les préserver au maximum de toutes perturbations anthropiques supplémentaires,

Considérant en outre que le secteur de la Madone de Fenestre et du Gélas est un site touristique fréquenté par de nombreux visiteurs et randonneurs dès que la météorologie le permet,

Considérant que la vue d'un drone survolant ce lieux ainsi que les images aériennes incorporées au reportage peuvent générer un effet d'entraînement et favoriser l'usage de ces engins à titre individuel dans un cadre de loisir en dépit des impacts environnementaux générés et de la réglementation en vigueur dans le cœur du parc et, qu'à ce titre, il convient de limiter au maximum les autorisations dérogatoires délivrées au profit de l'usage des drones,

Considérant enfin que dans le cas présent, il existe des alternatives possibles à l'usage d'un drone à partir des points hauts accessibles à pieds situés dans les environs proches et que celles-ci offrent des panoramas de qualité sur le site d'implantation de la statue de la Madone et son contexte géographique,

Décide :

#### Article 1-:

Monsieur LEMAIRE Bastien, vidéaste professionnel et ci-après désigné « le bénéficiaire », est autorisé aux conditions définies dans les articles suivants, à effectuer des prises de vues et de sons dans un cadre professionnel ou à des fins commerciales dans le cœur du Parc national du Mercantour.

Ces prises de vues et de sons ont vocation à intégrer un reportage sur l'opération de remplacement de la statue de la «Madone du Gélas » par Monsieur MARTIN Louis-Paul.

#### Article 2 :

Cette autorisation est accordée pour la période du 23 juillet au 15 août 2018, sur le secteur de la Madone de Fenestre et du Gélas (Saint-Martin-Vésubie, 06).

Avant son arrivée sur site, le bénéficiaire est tenu de confirmer par écrit les dates effectives de tournage auprès du service territorialement concerné du Parc national du Mercantour.

#### Contacts :

- service territorial Vésubie : 04.93.03.23.15

chef du S.T – LOUVET Sébastien ([sebastien.louvet@mercantour-parcnational.fr](mailto:sebastien.louvet@mercantour-parcnational.fr))

adjoint du S.T - PARDI Jean-Luc ([jean-luc.pardi@mercantour-parcnational.fr](mailto:jean-luc.pardi@mercantour-parcnational.fr))

#### Article 3 : prescriptions particulières liées aux prises de vues et de sons réalisées à l'aide de moyens techniques terrestres

3.1. Les prises de vues devront être organisées de telle sorte qu'elles n'occasionnent aucun dérangement de la faune sauvage, ni dégradation du milieu naturel de quelque manière que ce soit.

A ce titre, la recherche et la poursuite de toute espèce animale sont interdites.

3.2. Toute publicité, sous quelque forme que ce soit, est interdite dans le cœur du parc national.

A ce titre, le bénéficiaire est tenu de ne pas réaliser de placement de produits ou services commerciaux dans les prises de vues réalisées en cœur de parc.

Cette interdiction ne s'applique pas en ce qui concerne la promotion de produits ou services bénéficiant de la marque « Esprit Parc National ».

#### Article 4 : prescriptions particulières liées aux prises de vues et de sons réalisées à l'aide de moyens techniques aériens

La présente décision ne vaut pas autorisation dérogatoire à l'interdiction de survol à moins de 1000 mètres du sol d'un aéronef télépiloté sans personne à bord (drone).

#### Article 5 :

La réglementation spéciale en vigueur dans le cœur du parc national s'appliquera sans réserve sur toute la durée du tournage.

Article 6 :

6.1. Le bénéficiaire est tenu de faire figurer dans leur reportage, la mention « *réalisé dans le parc national du Mercantour, avec l'autorisation du Directeur* ».

6.2. Dans un délai de 2 mois à compter de l'échéance de la présente, le bénéficiaire transmettra au siège de l'Établissement public du parc national du Mercantour :

- une copie du documentaire ou un lien Internet lui permettant de visionner le reportage sans limite de durée de validité.

6.3. Le bénéficiaire autorise le Parc national du Mercantour à publier le lien électronique du documentaire sur son site Internet.

6.4. Le bénéficiaire est tenu de ne pas réutiliser les images réalisées dans le cadre de la présente décision, à d'autres fins ou dans un autre contexte que le documentaire énoncé dans leur demande. La cession à un tiers n'est pas davantage autorisée par la présente.

Article 7 :

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations qui peuvent être requises, notamment auprès des communes, propriétaires ou ayants-droits concernés.

Elle ne vise qu'à limiter l'impact de l'activité sur la flore et la faune sauvages, les milieux naturels et le caractère du Parc national. Elle ne peut en aucun cas être considérée comme un engagement de sécurité assuré par l'Établissement public du parc national qui se dégage de toute responsabilité en la matière.

Le bénéficiaire en assume toute la responsabilité civile et pénale, notamment en cas d'accident.

Article 8 :

Le bénéficiaire devra présenter cette autorisation à toute réquisition d'agents de l'Établissement public du Parc national ou d'agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 9 :

Le non respect de l'un de ces articles ou de l'une ou l'autre des dispositions prévues par le code de l'environnement ou dans la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 10 :

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public dans un délai de trois mois à compter de son édition.

Elle peut être contestée devant le tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois suivant sa publication.

Fait à Nice, le 16 juillet 2018



Le Directeur-Adjoint du  
Parc National du Mercantour

Laurent SCHEYER